



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL DE MARNE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES

BUREAU DU BUDGET, DE L'IMMOBILIER ET DES MOYENS GÉNÉRAUX

**MARCHÉ DE CONTRÔLE,
DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CURATIVE
ET DE DÉPANNAGE**

**CONCERNANT LES ÉQUIPEMENTS SUIVANTS :
SYSTÈMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS,
SYSTÈMES ANTI-INTRUSION,
SYSTÈMES DE VIDÉO-SURVEILLANCE**

**POUR :
LES SITES DE LA PRÉFECTURE DU VAL DE MARNE**

**Cahier des Charges Administratives Particulières
C.C.A.P.**

1 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché, régi par le présent CCAP, a pour but le contrôle, la maintenance préventive et curative, et le dépannage des systèmes de contrôle d'accès, anti-intrusion et de vidéo-surveillance pour 6 sites répartis sur le Val de Marne.

Les détails des adresses des sites seront communiqués aux titulaires des marchés.

1.2 – ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le marché est alloti en 3 lots :

- ⇒ Lot 1 : systèmes de contrôle d'accès
- ⇒ Lot 2 : systèmes anti-intrusion
- ⇒ Lot 3 : systèmes de vidéo-surveillance

Chaque lot regroupe l'ensemble des sites et en fonction de leurs équipements.

1.3 – DESIGNATION DES CONTRACTANTS

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée Monsieur le Préfet du Val-de-Marne, dénommé pouvoir adjudicateur, dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché dénommé titulaire dans le présent CCAP.

1.4 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

☒ La personne habilitée à signer le marché : M. le Préfet du Val-de-Marne

La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer.

☒ Pilotage de l'opération :

Préfecture du Val-de-Marne

Direction des Ressources Humaines et des Affaires Financières et Immobilières

Bureau du Budget, de l'Immobilier et des Moyens Généraux.

Il fait suite à une consultation ouverte organisée par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 81 du code des marchés publics 2006, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au titulaire.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES

- ▶ Le règlement de consultation
- ▶ L'acte d'engagement (AE) DC3, et ses annexes : BPU et DPGF
- ▶ Le présent CCAP
- ▶ Le CCTP

2.2 - PIECES GENERALES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JOUR DU MOIS DE L'ETABLISSEMENT DES PRIX (MOIS MO)

- ▮ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur et approuvé par l'arrêté du 16 janvier 2009 et publié au J.O.R.F. n°0066 du 19 mars 2009.
- ▮ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en ce qui concerne la partie travaux de remplacement de matériel.

3 LE TITULAIRE

SOUS-TRAITANTS

Le titulaire du marché ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous la réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaiterait en cours de marché avoir recours à un sous-traitant, remet à la personne responsable du marché une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé à l'acceptation de la personne responsable du marché,
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et le montant qu'il est envisagé de sous-traiter,
- le compte bancaire, postal ou trésor public à créditer.
- L'acceptation du sous-traitant par la personne responsable du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance.

Toute somme versée à un sous-traitant doit faire l'objet d'un paiement direct de la personne responsable du marché.

Le non-respect des dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance expose le titulaire aux sanctions prévues par l'article 3.6.3 du CCAG applicables aux fournitures courantes et de services.

4 AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment de faire appel à des prestataires extérieurs pour des missions d'audits, d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou autres prestations pouvant rentrer dans le champ d'intervention du titulaire.

5 FORME, DURÉE ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1 FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

Conformément aux possibilités offertes par les prescriptions de l'article 77 du Code des marchés publics, le présent marché est un marché à bons de commande, conclu sans minimum, ni maximum en valeur ; la personne publique passe commande des prestations prévues dans le CCTP, en émettant des bons de commande.

5.2 PRISE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à sa date de notification pour une durée de douze mois, reconductible trois fois.

Conformément aux prescriptions de l'article 77-II du Code des marchés publics, « l'émission des bons de commandes ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commandes telle que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché (...) ».

5.3 RECONDUCTION DU MARCHE

La reconduction est expresse.

Le maître d'ouvrage en informe le titulaire par courrier avant la date anniversaire de la notification du marché.

5.4 NOTIFICATION DU MARCHE

Le marché sera définitif lorsque le titulaire en aura reçu notification par lettre recommandée avec accusé de réception

5.5 FIN DU MARCHE

A la fin du marché, les installations devront être rendues par le titulaire en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté

6 CONDITIONS DE TRAVAIL - PERSONNELS

6.1 PLAN DE PREVENTION

La prestation objet du présent marché est à réaliser en site occupé. En conséquence, un plan de prévention sera établi entre le maître d'ouvrage et le titulaire, conformément aux prescriptions du décret 92-158 du 20 février 1992 avant tout commencement d'exécution de la prestation.

6.2 TRAVAILLEURS ETRANGERS

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de disposition législatives ou réglementaires ou en application de traités ou accords internationaux.

6.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

Le titulaire du marché devra obligatoirement réaliser les prestations avec des salariés employés régulièrement, au regard des Articles L 143-3, L 153-5 et L 620-3 du Code du Travail et ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du cahier judiciaire pour des infractions constituant un recours du travail illégal.

6.4 TRAVAILLEURS D'APTITUDE PHYSIQUE RESTREINTE

La proportion minimale des travailleurs d'aptitude physique restreinte et leur rémunération, par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

6.5 LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le titulaire devra fournir, dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché, la liste nominative des employés accompagnée des copies des pièces d'identité.

Cette liste sera remise à jour par le titulaire lors de tout changement et transmise au maître d'ouvrage au moins 7 jours avant le changement de personnel.

6.6 IDENTIFICATION DU PERSONNEL SUR LES SITES

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un insigne spécifique de l'entreprise, par exemple d'un badge nominatif. Aucun agent ne sera admis sur les sites s'il est dépourvu de l'insigne identificatrice. Le refus d'admission d'un personnel ne pourra pas être objecté devant un retard d'intervention.

6.7 COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE :

Aucun agent du titulaire ne sera admis sur le site s'il se présente dans une tenue négligée. Le personnel devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche et respecter le règlement intérieur.

7 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 - INFORMATIONS RECIPROQUES DES COCONTRACTANTS

7.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile pour l'exécution de son marché.

7.1.2 - Informations données par le titulaire

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

7.1.3 - Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

8 PRIX

8.1 MODE DE DETERMINATION DES PRESTATIONS ET DE REGLEMENT

Le prix des prestations forfaitaires annuelles de contrôle, de maintenance préventive et curative, et de dépannage, objet du marché, est celui figurant dans l'offre financière et technique, annexée à l'acte d'engagement du titulaire (DPGF).

Le prix des prestations de maintenance curative comprennent deux parties :

- les frais de déplacement et de main d'œuvre horaire sont ceux repris dans l'offre financière et technique, annexée à l'acte d'engagement du titulaire (bordereau de prix)
- le coût des pièces fera l'objet d'un devis qui devra être accepté par le maître d'ouvrage. Si la pièce défectueuse est reprise sur l'annexe constituant le bordereau de prix, le prix figurant sur le bordereau sera celui repris sur le devis.

Tous les prix du marché sont établis conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, et sont notamment réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice. Toute modification intervenant en cours de marché et portant sur la nature, la fréquence ou l'étendue des prestations ne pourra être effective qu'après conclusion d'un avenant. Pour chaque exercice annuel, les prestations sont réglées à prix forfaitaire.

8.2 ACTUALISATION DES PRIX

Le prix des prestations forfaitaires et des déplacements et main d'œuvre horaire sont fixés dans l'acte d'engagement et sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date du marché. Le mois de notification du marché est appelé mois zéro. Les prix sont fermes pendant toute la première année du marché. Ils sont révisés le cas échéant, en cas de reconduction du marché, à chaque date anniversaire.

La formule de révision est la suivante :

$$P_n = P_o [0,15 + (0,85 I_n/I_o)]$$

Dans laquelle :

- P_n = prix révisé pour la période de reconduction annuelle
- P_o = prix initial établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » de l'année au cours de laquelle est notifié le marché
- I_n = dernière valeur connue de l'indice national ICHTrev-TS – Coût du Travail (industries mécaniques et électriques) au mois de reconduction du marché.
- I_o = dernière valeur connue de l'indice national ICHTrev-TS – Coût du Travail (industries mécaniques et électriques) au mois de notification du marché.

Arrondis : le coefficient de révision est arrondi à la deuxième décimale comme suit :

- Si la troisième décimale est inférieure à 5, la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5, la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

8.3 MODIFICATION DU PARC

Toute modification, ajout ou suppression de matériels et équipements tels que déterminés conformément au CCTP et par la visite initiale du titulaire, donne lieu à un avenant au présent marché. Le prix forfaitaire est calculé au prorata temporis.

8.4 AVANCES

Conformément à l'article 87 du CMP, lorsque le montant des prestations est supérieur à 50 000 € HT, une avance forfaitaire d'un montant égal à 5 % du montant desdites prestations sera mandatée au titulaire sauf renonciation expresse de sa part.

9 FACTURATION

9.1 LA FACTURATION

Le paiement est subordonné à la validation des prestations réalisées. Sur chaque facture figurent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification complète du titulaire du marché/service facturier, y compris le n°SIRET;
- un RIB du titulaire du marché ou de son service facturier, tel qu'il figure dans l'acte d'engagement rempli par le titulaire
- le numéro d'engagement juridique CHORUS
- les noms et adresses du service destinataire des prestations
- la désignation de la prestation effectuée
- le montant hors TVA
- le taux de TVA applicable
- le montant total TTC

9.2 DEPOT DES FACTURES

Le titulaire du marché adresse ses factures prioritairement par dépôt par le biais de l'application « Chorus Facture », à l'adresse suivante :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

Ce portail garantit au titulaire rapidité, sécurisation du dépôt et traçabilité du paiement de l'opération. Les modalités d'utilisation sont expliquées sur le lien : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr/accueil/pourEnSavoirPlus>.

A titre dérogatoire, et sous réserve d'avoir obtenu l'accord du Pouvoir adjudicateur, le dépôt de la facture peut exceptionnellement être effectué par courrier postal, à l'adresse suivante :

Direction Régionale des finances Publiques
Service Facturier 2 – Dépenses
16, rue Notre Dame des Victoires
5ème étage
75 081 – Paris CEDEX 2

9.3 REGLEMENT DES FACTURES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

1. Tout paiement est effectué dans un délai de 30 jours francs, à compter de la réception de la facture, le cachet de la poste faisant foi, sous réserve que les prestations aient été admises conformes par le maître d'ouvrage
2. Le défaut de paiement, dans le délai de 30 jours, fait courir, de plein droit, et sans formalité particulière, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché, conformément aux dispositions du décret 2008-408 du 28 avril 2008. Ces intérêts sont dus du jour qui suit l'expiration de ce délai de 30 jours, jusqu'à la mise en paiement effective. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal, en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points.

9.4 RYTHME DE FACTURATION

Concernant les prestations faisant l'objet d'une décomposition de prix globale et forfaitaire, le titulaire adressera une facture annuelle à la date anniversaire du marché. Concernant les prestations faisant l'objet d'un bordereau de prix unitaires, le titulaire adressera une facture dans les 30 jours suivants la réception des travaux.

10 CONTRÔLE D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION ET PÉNALITÉ DE RETARD

10.1 CONTROLE D'EXECUTION

Le contrôle d'exécution de la prestation est assuré par le maître d'ouvrage qui s'assure de la conformité de la prestation exécutée sur la base du BDC CSP et de sa pièce jointe, en quantité, qualité, prix et délai.

10.2 PENALITES DE RETARD

Les dispositions suivantes applicables aux pénalités de retard s'entendent en jours calendaires.

1. En cas de non respect du délai fixé après la notification du marché par le CCTP pour la fourniture de la liste exhaustive de tous les systèmes répertoriés, le titulaire encourt une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour de dépassement.
2. En cas de non respect du délai fixé par le CCTP pour la fourniture du rapport et du devis consécutif à la visite ayant permis d'identifier la ou les défaillances des systèmes, le titulaire encourt une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour de dépassement.
3. En cas de non respect du délai fixé par le CCTP pour la fourniture du rapport annuel, le titulaire encourt une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour de dépassement.

4. Le délai d'exécution des opérations de maintenance curative est déterminé lors de l'acceptation du devis prévu au CCTP du marché par le maître d'ouvrage. Lorsque le délai d'exécution d'une prestation est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour de dépassement.
5. En cas de non respect du délai d'astreinte fixé au CCTP du présent marché, le titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par jour de dépassement.
6. Aucune retenue n'est appliquée si le retard est imputable au maître d'ouvrage ou en cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre le maître d'ouvrage en mesure de le constater en temps utile.
7. Les pénalités seront précomptées sur les sommes dues au titulaire lors de la présentation des factures.

11 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS DU TITULAIRE

Préalablement à la notification du marché, le titulaire est tenu de produire une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité, couvrant les éventuels dommages dont il aurait à répondre dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire devra également fournir, à cette occasion, les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police d'assurance contient les garanties en rapport avec la mission. Il devra souscrire s'il y a lieu, des garanties complémentaires si celles existantes ne sont pas jugées suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer le couverture des risques liés à une opération.

Dans tous les cas, si l'attestation n'apporte pas les renseignements suffisant, le maître d'ouvrage peut exiger une copie du contrat d'assurance complet. L'attestation d'assurance actualisée devra être fournie pendant toute la durée du marché.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison. En aucun cas, le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, du ou de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité au titre de l'article 1384 du Code civil.

Conformément à l'article 8 du CCAG FCS, le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est l'unique responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement d'une part à son personnel, aux tiers ou au personnel du maître d'ouvrage et d'autre part à ses biens, à ceux du maître d'ouvrage ou à ceux de tiers.

12 CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

12.1 LES CONDITIONS DE RESILIATION

1. Dans le cadre du présent article, il est fait application des articles 29, 30, 31, 32 et 33 du CCAG-FCS. En ce sens, le présent marché peut être résilié à tout moment, par une décision unilatérale prononcée par le maître d'ouvrage au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de deux (2) mois avant la date d'effet de la résiliation, mentionnée comme telle dans la décision.
2. Par ailleurs, en application de l'article 47 du code des marchés publics et sans préjudice des dispositions du CCAG-FCS, le marché est résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 44 et 46 dudit code. Ces renseignements sont ceux que doit fournir le soumissionnaire à

l'appui de sa candidature ou dans le cas où il est envisagé de lui attribuer le marché (en particulier les attestations fiscales et sociales).

3. Tout manquement à l'une des obligations du titulaire, consignées dans les pièces du Marché, est considéré comme une faute grave de nature à conduire le maître d'ouvrage à résilier, sans mise en demeure, le marché aux torts exclusifs du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées qu'elle pourrait lui demander.

12.2 LES INDEMNITES EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE

1. Sauf dans les cas de résiliation imputables au titulaire, ce dernier a droit à être indemnisé, sur sa demande, du préjudice qu'il subit du fait de cette décision conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG-FCS relatif au décompte de résiliation.
2. Le montant de l'indemnisation, consécutive à la résiliation susceptible d'être attribuée au titulaire, est établi par le maître d'ouvrage par l'évaluation du préjudice éventuellement subi sur la base des arguments et des données économiques chiffrées et justifiées figurant dans la demande d'indemnisation du titulaire.

13 L'APPLICATION DU DROIT FRANÇAIS

1. Le présent marché, passé conformément aux dispositions du code des marchés publics, est régi par le droit français.
2. Tous les actes administratifs détachables du contrat ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français territorialement compétent. Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir, après une tentative de règlement à l'amiable, conformément au décret n°91-204 du 25 février 1991, le litige serait porté devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage.
3. Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.
4. Si le titulaire n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale.
5. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues par le code des marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et adressées à l'entrepreneur principal. Toutes les correspondances que je pourrai adresser au maître d'ouvrage seront rédigées en français ».

6. La monnaie de compte du marché applicable est l'euro.

14.1 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

1. Le signataire agissant au nom et pour le compte de la société affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, que la dite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 43 du code des marchés publics.
2. Le titulaire atteste en outre l'exactitude des renseignements prévus aux articles 44 et 46-I du code des marchés publics. En cas d'inexactitude, le maître d'ouvrage pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire.
3. Le titulaire déclare sur l'honneur :
 - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4, L.1221-10, L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail ;
 - s'acquitter de ses (leurs) obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.
4. Si le titulaire ne remet pas au maître d'ouvrage, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas six mois, les documents prévus à l'article D. 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France, le maître d'ouvrage pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par le maître d'ouvrage et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés

14.2 - TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage.

Fait à _____ Le _____

Le maître d'ouvrage,

Fait à _____ Le _____

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,